



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Crises : des initiatives nécessaires

La crise aux effets ravageurs et violents au plan social que connaît l'Union – et le reste du monde - est le produit de la conjonction des crises financière, économique, sociale et environnementale qui sont toutes interdépendantes. Leurs effets sont d'autant plus dévastateurs que la libéralisation, la déréglementation financière, le dumping social et fiscal avaient été développés comme modèles de société et que les services d'intérêt général avaient été mis en cause au nom de la recherche de la compétitivité.

Deux études récentes, l'une du BIT (Bureau international du travail), le rapport "Tendances mondiales de l'emploi 2008", l'autre de l'OCDE, "Croissance et inégalités – distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE", font ressortir que les inégalités sont les plus réduites dans les pays où existe un "pouvoir des travailleurs organisés" et des politiques redistributives, protection sociale et "services publics" (BIT), et que les prestations sociales et plus encore les "services publics" sont des moyens efficaces de réduction des inégalités de conditions de vie (OCDE).

Ces deux études confirment ce qu'a toujours soutenu le CELSIG : les services d'intérêt général, par leur effet systémique sur les territoires, sont des facteurs importants et indispensables pour la cohésion économique, sociale et territoriale. Ce qu'affirme également l'article 16 du traité actuel, ou mieux encore l'article 14 du traité de Lisbonne et le protocole n° 26 sur les SIG qui lui est annexé. Or, c'est ce que la Commission européenne ne prend pas sérieusement en compte, en particulier depuis novembre 2007 (voir les bulletins 226 et 227 et le compte rendu du séminaire CELSIG du 13 novembre 2008).

Alors que personne n'est en capacité de définir la durée de la crise et que l'on sait que ses effets peuvent être fortement amortis par l'action publique et l'impact des SIG, les instances communautaires continuent à ne pas prendre d'initiatives sur les SIG et poursuivent comme avant les politiques de libéralisation, ce qui ne peut conduire qu'à de nouvelles crises.

Pourtant, il n'y a pas de fatalité.

La question des SIG sera présente dans la campagne pour les élections au Parlement européen de juin prochain, elle figure dans le programme de certains partis politiques.

La société civile doit se mobiliser fortement pour que soit élaborée une politique positive sur les SIG, et sur ce point le CELSIG a avancé des propositions lors de son séminaire de novembre 2008 (un commissaire, vice président de la Commission européenne, en charge de manière transverse de la question des SIG ; un engagement ferme du futur président de la Commission de faire des SIG un axe du travail permanent de la Commission ; une commission, ou à tout le moins un intergroupe permanent, au sein du Parlement européen), afin de faire face aux situations de crise autant que pour favoriser le développement et éviter que les mêmes crises ne se reproduisent.

La situation que nous vivons aujourd'hui démontre qu'il y a urgence et que nous devons construire un nouveau modèle de développement, qui ne peut être un retour à la situation d'avant la crise .

JCB, KV, PB

Crises: necessary initiatives.

The current crisis affecting the Union – and the rest of the world – with its violent and devastating effects at the social level, is the outcome of the combination of financial, economic, social and environmental crises, all of which are interdependent. Their effects are all the more devastating since the liberalisation, financial deregulation, social and fiscal dumping had been developed as models of society and that services of general interest had been questioned for reasons of the search for competitiveness.

Two recent studies, one by the ILO (International Labour Office), entitled "Global Employment Trends 2008" and, the other by the OECD, "Growth and inequality - income distribution and poverty in OECD countries", show that inequalities are lowest in countries where there is "organised power of workers" and redistribution policies, social protection and public services" (ILO), and that social benefits and even more so "public services" are effective means towards reducing inequalities in living conditions (OECD).

Both studies confirm what has always been upheld by the CELSIG: namely, services of general interest, through their systemic effect across territories, constitute significant and necessary factors for economic, social and territorial cohesion. This is also the position asserted by article 16 of the present Treaty, or better still by Article 14 of the Lisbon Treaty and the annexed Protocol no. 26 on SGI. Yet, it is what the European Commission does not seriously take into account, especially since November 2007 (see bulletins 226 and 227 and the minutes of the CELSIG seminar of 13th November 2008).

Whereas it is obvious that no one is capable of determining the duration of the crisis and whilst it is clear that the effects of the crisis may be greatly reduced by the public action and the impact of SGI, the Community institutions continue to ignore taking initiatives on SGI and keep on implementing, as before, the liberalisation policies, which can only lead to further crises.

Yet, the situation is not inevitable.

The issue of SGI will feature in the campaign for the European Parliament elections to be held in June, it is included in the program of certain political parties.

The Civil Society should get together and organise a strong mobilisation in order that a positive policy on SGI is worked out and, in this respect, CELSIG has already put forward proposals at its November, 2008 seminar (a Commissioner, Vice President of the European Commission, transversely responsible for issues concerning SGI: a firm commitment by the next President of the Commission to make SGI a permanent working axis of the Commission; a committee or, at least, a permanent intergroup, within the European Parliament), in order to cope with crisis situations as well as to promote development and prevent similar crises from recurring.

The situation we face today illustrates that there is urgency and that we must build a new development model, which cannot be a return to the situation before the crisis.

JCB, KV, PB

Propositions du CESE pour les élections européennes

Lors de sa session plénière du 24 mars dernier, le Comité économique et sociale européen (CESE) a adopté un "Programme pour l'Europe : les propositions de la société civile" qui présente un certain nombre d'orientations stratégiques dans une perspective globale et à long terme afin de surmonter la crise actuelle et d'impulser une croissance durable pour l'avenir. Les orientations insistent, notamment, sur la nécessité de supprimer la concurrence fiscale entre les Etats membres, d'introduire des normes sociales et environnementales dans tous les accords avec les pays tiers, de veiller à la sécurité alimentaire des pays en développement, de ne pas négliger la valeur de l'industrie dans l'économie réelle, de ne pas se lancer dans les agrocarburants, coûteux et peu efficaces, de préparer une initiative communautaire pour définir des lignes de conduite concernant les services d'intérêt général, de promouvoir le modèle européen d'intégration et de cohésion sociale, d'assurer la gestion durable des ressources naturelles.

Ce programme s'inscrit dans la perspective des élections de juin prochain au Parlement européen. Le CESE va le présenter, ce 15 avril, aux groupes parlementaires en présence de la société civile.

http://eesc.europa.eu/documents/programme-for-europe/2009-03-24-Programme-for-Europe_fr.pdf

Politique de cohésion

Lors de sa séance du 24 mars dernier, le Parlement européen a adopté cinq rapports relatifs à la politique de cohésion.

Un rapport sur le Livre vert sur la cohésion territoriale et la réforme de la politique de cohésion insiste sur le fait que la cohésion territoriale est indissociable des cohésion économique et sociale, il "met l'accent sur l'importance des services publics en relation avec le développement économique et social durable, ainsi que sur la nécessité d'un accès équitable, tant socialement que régionalement, aux services d'intérêt général [et] considère [...] qu'une réflexion sur l'accès équitable des citoyens aux services devrait faire partie du débat sur la cohésion territoriale".

Les autres rapports portent sur les meilleures pratiques dans le domaine de la politique régionale et obstacles à l'utilisation des Fonds structurels met l'accent sur le problème des crédits non utilisés et du contrôle de leur utilisation ; la mise en oeuvre du règlement des fonds structurels 2007-2013 regrette l'insuffisance des dotations affectées à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et à la lutte contre le changement climatique ; la complémentarité et la coordination de la politique de cohésion et des mesures de développement rural et la nécessité de disposer de critères d'analyse spécifiques ; l'importance d'une initiative européenne pour un développement du microcrédit en faveur de la croissance et de l'emploi, qui contient des recommandations à la Commission européenne en ce sens.

Social

♦ **Economie sociale** : Le Parlement européen a adopté à une écrasante majorité (580 voix pour, 27 contre et 44 abstentions), le 19 février dernier, le rapport de Patrizia Toia (ALDE, Italie) sur l'économie sociale. Du fait de l'importance du rôle de l'économie sociale dans l'économie réelle (2 millions d'entreprises non délocalisables - soit 10% de l'ensemble des entreprises européennes - et 6% de l'emploi total) et dans le modèle social européen, dans la cohésion sociale et territoriale, et encore plus en période de crise, le rapport préconise un certain nombre de moyens pour donner à l'économie sociale la possibilité d'exercer pleinement son rôle. En particulier, en ne la soumettant pas aux mêmes règles de la concurrence que les autres entreprises et en établissant un cadre juridique spécifique, en reconnaissant le concept d'économie sociale, en donnant un statut européen aux coopératives, mutuelles, associations, fondations, en lui donnant la reconnaissance officielle en l'introduisant dans les statistiques officielles européennes (Eurostat) et de l'ONU.

EESC's proposals for the European elections

At its plenary session on 24th March 2009, the European Economic and Social Committee (EESC) adopted a "Programme for Europe: proposals of civil society" which sets forth a number of strategic measures in a comprehensive and long term perspective to overcome the current crisis and to trigger sustainable growth for the future. These measures stress on, in particular, the need to eliminate fiscal competition between Member States, introducing social and environmental standards in all agreements with third party countries, ensuring food security for developing countries, not overlooking the value of the industry in the real economy, not embarking on agrofuels which have proved to be costly and inefficient, preparing a community initiative which would lay down guidelines for services of general interest, promoting the European model for social integration and cohesion and ensuring sustainable management of natural resources.

This program comes in the perspective of the European Parliament general elections in June 2009. The EESC will present it, on 15th April 2009, to the parliamentary groups in the presence of the civil society.

http://eesc.europa.eu/documents/programme-for-europe/2009-03-24-Programme-for-Europe_en.pdf

Cohesion policy.

During its session of 24th March 2009, the European Parliament adopted five reports on the cohesion policy.

One report on the Green Paper on territorial cohesion and the reform of the cohesion policy, stresses that territorial cohesion is inseparable from economic and social cohesion, it "emphasises the importance of public services in connection with sustainable economic and social development, as well as on the need for equitable access, both socially and regionally, to services of general interest [and] considers [...] that a reflection on equitable access of citizens to services should be part of the debate on territorial cohesion."

The other four reports deal with the best practices in the field of regional policy and of obstacles to the utilisation of Structural Funds, they focus on the issue of unutilised funds and on the monitoring of their use; the implementation of the 2007-2013 regulation on Structural Funds; regret the insufficiency of allocations earmarked for energy efficiency, renewable energies and for the fight against climate change; the complementarity and coordination of cohesion policy and rural development measures and the need to have specific analysis criteria; the importance of a European initiative for the development of the microcredit in favour of growth and employment, which includes recommendations to the European Commission in this regard.

Social

♦ **Social Economy**: On 19th February 2009 the European Parliament adopted, by an overwhelming majority (580 votes for, 27 against and 44 abstentions), the report by Patrizia Toia (ALDE, Italy) on Social Economy. Due to the importance of the role played by the social economy in the real economy (2 million non offshorable companies - representing 10% of all European businesses - and 6% of the total employment) and in the European social model, in the social and territorial cohesion and, particularly so, in times of crisis, the report recommends a number of measures to provide the economy with the ability to fully exercise its role. In particular, by not subjecting it to the same competition rules as other business and by establishing a specific legal framework, by recognising the concept of social economy, by providing a European status for cooperatives, mutual insurance companies, associations, foundations, in granting it formal recognition by introducing it in European (Eurostat) and UN official statistics.

Le rapport "souligne l'importance de l'économie sociale dans le cadre des services d'intérêt général, met l'accent sur la valeur ajoutée que représente la création de réseaux intégrés public-privé, mais aussi sur le risque [résultant de] la réduction des coûts supportés par les administrations publiques, notamment par la prestation d'un travail à titre bénévole" (point 32), et "insiste pour que la Commission poursuive ses travaux de dialogue et de clarification avec les parties prenantes ainsi que ses activités de soutien aux États membres en ce qui concerne les services d'intérêt général et les services sociaux d'intérêt général et ait recours à la méthode du faisceau d'indices" (point 33).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0062+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

♦ **Temps de travail** : La conciliation qui a eu lieu le 1er avril dernier entre le Parlement européen et le Conseil sur la proposition de directive sur l'aménagement du temps de travail a échoué malgré plus de dix heures de négociation. Rappelons qu'en décembre dernier, le Parlement avait rejeté trois points de la position commune dégagée par le Conseil de juin 2008 portant sur la suppression graduelle de la clause *opt out* permettant à un travailleur de "choisir" de travailler 60 ou 65 heures par semaine, sur les périodes actives et non actives des gardes, sur le calcul du temps de travail par travailleur et non par contrat en cas de contrats multiples (voir bulletins 248 et 239/240). La présidente du comité de conciliation, Mechthild Rothe (députée PSE, Allemande) a convié le Conseil à une troisième réunion de conciliation les 20/21 avril prochains en espérant qu'un accord pourra être trouvé avant les élections européennes de juin. En cas d'échec, le Commission européenne devra présenter un nouveau texte, ce texte devra intégrer la jurisprudence de la Cour de justice CE pour laquelle le temps de garde est du temps de travail (voir, par exemple, bulletin 194).

Changement climatique

La Commission européenne a présenté, le 1er avril dernier, un Livre blanc "S'adapter au changement climatique : vers un cadre européen d'action". Se fondant sur des études récentes qui indiquent que les changements climatiques se feront sentir plus rapidement et auront dans les cinquante prochaines années des effets plus graves que prévus (sur l'environnement - agriculture, pêche, forêts, côtes et zones marines - la santé, l'énergie, les transports, le tourisme, les personnes et les entreprises, les catégories sociales fragiles) et compte tenu que les effets seront différents d'une région à l'autre de l'Europe, le Livre blanc propose un cadre stratégique en deux phases destiné à intégrer, coordonner et compléter les mesures qui devront être prises aux niveaux national et régional. La première phase, d'ici à 2012, doit permettre de développer une base de données, d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques communautaires (énergie, réseaux transeuropéens d'énergie et de transport, comme condition d'un PPP, normes, etc.), ainsi que les questions du financement et des relations extérieures. La Commission fera régulièrement rapport des progrès accomplis dans le but de produire une stratégie globale pour après 2012. (Voir également, plus bas, "consultations publiques").

http://ec.europa.eu/environment/climat/adaptation/index_en.htm

Transports

♦ **Ciel unique II** : Suite à l'accord négocié avec le Conseil, le Parlement européen a adopté, le 25 mars dernier, à une très large majorité, les deux rapports de Marian-Jean Marinescu (PPE-DE) sur le deuxième paquet législatif relatif au "ciel unique" européen. Ces rapports portent sur la proposition de règlement modificatif relative à la viabilité et aux performances du système aérien européen et sur la proposition de règlement modificatif relative aux aéroports, à la gestion du trafic et aux services de navigation aérienne. Aux termes de ces règlements, notamment, l'espace aérien européen sera découpé .../...

The report "underscores the importance of the social economy in the context of services of general interest, focuses on the added value of public-private partnerships integrated networks, but also on the risk [from] reducing the costs borne by government, including through the provision of voluntary work" (paragraph 32), and "urges the Commission to continue its work of clarification and dialogue with stakeholders and its activities to support Member States in respect of services of general interest and social services of general interest and to make use of the bundled indicator method" (paragraph 33).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0062+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>

♦ **Working time**: The reconciliation which was reached upon on the 1st April this year, between the European Parliament and the Council regarding the proposal for a directive on working time has failed despite more than ten hours of negotiations. It will be recalled that, last December, the Parliament rejected three elements of the joint agreement identified by the Council in June 2008, on the gradual abolition of the opt-out clause allowing a worker to "choose" to work 60 or 65 hours per week over the active and inactive on-call periods based on the calculation of working time per worker and not per contract, in the case of multiple contracts (see bulletins 248 and 239/240). The Chairman of the Conciliation Committee, Mechthild Rothe (member of Parliament PSE, Germany) has invited the Council to a third conciliation meeting on 20th/21st April 2009, hoping that an agreement could then be reached before the European elections in June. In case of failure this time around, the European Commission will have to present a new text, which should include the case law of the EC Court of Justice according to which on-call time is working time (see, for example, bulletin 194).

Climate change

On 1st April the European Commission presented a White Paper entitled "Adapting to climate change: Towards a European framework for action." The paper is based on recent studies that indicate that climate change will be felt more quickly and will, in the next fifty years, have more serious effects than had been expected (on the environment - agriculture, fishing, forests, coastal and marine areas - health, energy, transport, tourism, people and businesses, vulnerable social groups) and, since the effects will vary from one region to another within Europe, the White Paper proposes a strategic framework in two phases aimed to integrate, coordinate and complement measures that will have to be taken at national and regional levels. The first phase, running from now to 2012, would have to make it possible the setting up of a database, to integrate the adaptation to climate change into the Community policies (energy, trans-European energy and transport networks, as a condition for a PPP, standards, etc.), as well as issues of financing and of external relations. The Commission will report regularly on progress achieved in order to prepare a strategy for the period after 2012. (See also below, "public consultations").

http://ec.europa.eu/environment/climat/adaptation/index_en.htm

Transport.

♦ **Single Sky II**: Following the agreement negotiated with the Council, the European Parliament adopted by an overwhelming majority, on 25th March 2009, two reports by Marian-Jean Marinescu (EPP-ED), on the second legislative package concerning the European "single sky". These reports cover the proposed amended regulations on the viability and performances of the European aviation system and the proposed amended regulations relating to aerodromes, traffic management and air navigation services. Under these regulations, in particular, European airspace is divided .../...

en blocs fonctionnels (FAB) indépendants des frontières des Etats membres, leur mise en oeuvre est fixée à l'été 2012, la notion de projet commun dans le champ de la gestion du trafic aérien ou de la fourniture de services est clarifiée. Le financement de ces blocs pourra relever du budget des réseaux transeuropéens de transport et des fonds provenant des échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (ETS). Chaque Etat membre devra établir une autorité nationale de surveillance indépendante. Un coordinateur des blocs pourra être désigné pour faciliter la mise en place des FAB. Par ailleurs, les compétences de l'Agence européenne pour la sécurité aérienne sont élargies, notamment, à la certification de la conformité de tous les aéroports ouverts au public, des systèmes de gestion du trafic aérien, et des services de navigation aérienne.

L'effet attendu de cette gestion rationalisée est, en particulier, une réduction de 10% des émissions de CO₂. Ce paquet sera officiellement adopté par le Conseil dans les semaines à venir.

♦ **Système européen de navigation par satellite** : La Communauté européenne est devenue propriétaire, le 1er avril dernier, de l'ensemble de l'infrastructure d'EGNOS (European geostationary navigation overlay service) dont la gestion a été confiée à la Société par actions simplifiée European Satellite Provider (ESSP SaS) dont le siège est à Toulouse (France). Plus de 600 millions d'euros ont été investis en douze ans pour le développement du système auquel de nombreuses entreprises européennes ont participé. Développé dans le cadre du programme de recherche de l'Agence spatiale européenne, EGNOS est le précurseur de Galileo et il complète le système GPS américain en Europe.

♦ **Politique maritime européenne (Erika III)** : Le Parlement européen a adopté, le 11 mars dernier, sans amendement, l'ensemble des rapports relatifs au troisième paquet maritime, présenté en novembre 2005, entérinant ainsi l'accord négocié par le comité de conciliation le 8 décembre dernier et la position commune du Conseil. Ces textes, notamment : harmonisent les dispositions relatives à la sécurité et établissent un système indépendant et harmonisé d'enquêtes après accidents ; instaurent un système d'assurances obligatoires pour les propriétaires de navires et renforcent le système des inspections ; harmonisent le travail des sociétés de classification des navires et instaurent des critères minimaux pour l'agrément de ces sociétés ; un comité d'évaluation contrôlera leur travail et pourra émettre des sanctions ; renforcent le contrôle par l'Etat du port ; mettent en place un système d'échange d'information entre administrations nationales (SafeSeaNet) pour assurer le suivi du trafic et l'information ; intègrent la convention d'Athènes en matière de droits et obligations des passagers et des transporteurs qui entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2012, imposent à tous les navires, européens ou entrant dans la zone maritime UE, d'avoir une assurance qui pourra être contrôlée par l'Etat du port.

Les documents définitifs ne seront disponibles qu'après leur publication au Journal officiel CE.

Consultations publiques

Sur la mise en oeuvre par l'UE de la convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques, consultation ouverte jusqu'au 4 mai 2009
http://ec.europa.eu/environment/consultations/unfccc_en.htm

Sur la surveillance des marchés financiers, consultation ouverte jusqu'au 10 avril et une audition organisée le 23 avril 2009

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/373&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

into blocks (FAB) independent of the frontiers of Member States, their implementation is set for the summer of 2012, the notion of a joint project in the field of air traffic management or provision of services is clarified. Funding for these blocks may be covered by the budget for the trans-European transport networks, and funds from the greenhouse gas emissions trading scheme (ETS). Each Member State shall be required to establish a national independent monitoring authority. A coordinator for the blocks may be designated to facilitate the establishment of these FAB. In addition, the scope of the European Aviation Safety Agency shall be extended, in particular, to include the certification of all airports open to the public, systems of air traffic management and of air navigation services.

The expected effect of this rationalised management is, in particular, a 10% reduction in CO₂ emissions. This package will be formally adopted by the Council in the coming weeks.

♦ **European Satellite Navigation**: On the 1st April 2009, the European Community became the owner of the entire infrastructure of the EGNOS (European geostationary navigation overlay service) whose management has been entrusted to the simplified stock company, the European Satellite Provider (ESSP SaS), with its headquarters in Toulouse (France). More than 600 million euros have been invested, over the period of twelve years, for the development of the system in which many European companies have participated. Developed under the research program of the European Space Agency, EGNOS is the precursor of Galileo, and it complements the American GPS system in Europe.

♦ **European Maritime Policy (Erika III)**: On 11th March 2009, the European Parliament adopted, without any amendment, all reports on the third maritime package, presented in November 2005, thus endorsing the agreement negotiated by the Conciliation Committee, on 8th December 2008 and the Council's joint position. In particular, these texts: harmonise provisions concerning security and they establish independent and harmonised system for investigations after accidents; establish a system of obligatory insurances for vessel owners and strengthen the system of inspections; harmonise the work of companies in charge of the classification of vessels of and establish minimum criteria for the approval of these companies; an evaluation committee will monitor their work and may issue penalties; strengthen State control of the ports, set up a system of exchange of information between national administrations (SafeSeaNet) to ensure traffic and information monitoring; incorporate the Athens Convention in respect of rights and obligations of passengers and transporters which will come into force from 1st January 2012, require all ships, European or those entering the EU maritime area, to have insurance that can be checked by the port State.

The final documents will only be available after publication in the EC Official Journal.

Public consultation

On the implementation by the EU of the framework convention of the UNO on climate changes, consultation open until 4th May 2009

http://ec.europa.eu/environment/consultations/unfccc_en.htm

On financial markets supervision, consultation open until 10th April 2009 followed by an audition on 23 April 2009

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/373&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.